



Universiteit
Leiden
The Netherlands

L'évolution politique de l'Afrique: les formes se renouvellent, les modèles restent à inventer

Ellis, S.

Citation

Ellis, S. (2003). L'évolution politique de l'Afrique: les formes se renouvellent, les modèles restent à inventer. *Marchés Tropicaux Et Méditerranéens*, 58(3000), 970-973. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/9495>

Version: Not Applicable (or Unknown)

License: [Leiden University Non-exclusive license](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/9495>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

L'évolution politique de l'Afrique : les formes se renouvellent, les modèles restent à inventer

Par Stephen Ellis

L'Afrique de ce début de siècle est marquée par une violence politique importante ; cette violence prend des formes nouvelles auxquelles les Etats ne sont pas préparés. La période des indépendances avait été marquée par un nombre limité de conflits, dont les grandes exceptions furent l'Algérie et certains pays d'Afrique australe. La guerre d'Algérie a marqué toute une génération d'Africains, y compris au sud du Sahara. En Afrique australe, des guerres ont déchiré toutes les anciennes colonies du Portugal dans les années 1960-70 ; le Zimbabwe puis l'Afrique du Sud et la Namibie ont été touchés. Le cas de l'Afrique du Sud fut particulier, car le pays n'était plus une colonie depuis 1910 ; plus qu'une guerre de décolonisation, les Sud-Africains ont mené une guerre d'émancipation. Certes le Kenya et le Cameroun ont connu des troubles armés dans les années 1950 et 1960, mais ce ne furent pas des guerres qui arrachèrent le pouvoir au colonisateur.

Les violences actuelles en Afrique sont, sans conteste, beaucoup plus dures et généralisées qu'à l'époque des indépendances. On parle au Congo de 2 millions de morts depuis 1998. Le Liberia et la Sierra Leone ont été saignés à blanc, l'Algérie vit des troubles civils extrêmement meurtriers, le Soudan, le Burundi, le Congo-Brazzaville sont détruits par la guerre. La Côte d'Ivoire, le Zimbabwe, certaines régions du Nigeria basculeront peut-être demain dans des conflits de grande envergure.

Mobilisation de l'ethnicité

Les guerres africaines sont-elles, plus qu'avant, des guerres "ethniques" ? Dans une certaine mesure oui. Mais pas parce que, comme on le croit souvent en Occident, des haines interethniques ancestrales, longtemps comprimées par le colonisateur et les régimes autoritaires, ressurgiraient. L'ethnicité, plus que toute autre chose, est devenue un enjeu de pouvoir. Dans l'Afrique des années 1960, les partis uniques "faisaient" le pouvoir, mobilisant les populations à

l'aide d'une bureaucratie étatique qui contrôlait tout. Aujourd'hui, d'autres moyens de mobilisation politiques sont nécessaires, dont la mobilisation ethnique. Cette évolution n'est pas propre à l'Afrique et se retrouve dans d'autres pays comme la Yougoslavie. "L'ethnicité" politique d'aujourd'hui ne précède pas le nationalisme, elle en constitue une composante, devenant une nouvelle manière d'accéder au pouvoir.

Le risque de cette résurgence est grand. Elle porte en elle des compétitions inter-ethniques bien réelles, qui seront d'autant plus violentes que la lutte pour accéder au pouvoir sera forte. Si ces violences ne sont pas contrôlées, il est tout à fait possible d'imaginer des mutations politiques de grande ampleur pour l'Afrique, en particulier la création de nouveaux Etats. Que la forme et les frontières des Etats africains changeront un jour doit être tenu pour acquis. A l'époque de la guerre du Biafra et de la sécession du Katanga, dans les années 1960-70, on se demandait combien de temps les frontières coloniales allaient tenir. La question est revenue d'actualité lors de la crise des Grands Lacs. Elle le redeviendra à l'avenir. Les Européens ont la vue courte en la matière, oubliant le fait que les frontières de la France, de l'Allemagne, de la Pologne, de plusieurs pays des Balkans ont changé très récemment. Et que seuls quatre pays européens ont connu des frontières immuables au cours du siècle dernier.

Nouvelle structuration de la guerre

Les guerres africaines, d'autre part, sont structurées d'une autre manière aujourd'hui. A l'époque de la Guerre Froide, tous les Etats africains étaient assistés d'une manière ou d'une autre par une grande puissance. Quiconque voulait contester leur légitimité, par la force si nécessaire, devait aller trouver le bloc adverse, qui lui fournissait des aides politiques, financières, en armements surtout. Ce mode de fonctionnement a eu un effet structurant sur les groupes rebelles ; les mouvements contestataires,

> Stephen Ellis est historien et chercheur à l'African Studies Centre de Leiden (Pays-Bas). Spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Afrique occidentale, il travaille actuellement sur les relations entre la religion et la politique en Afrique, sujet d'un livre (écrit avec Gerrie ter Haar) à paraître fin 2003 chez C. Hurst et Cie (Londres). Stephen Ellis est notamment l'auteur de *The Mask of Anarchy: The destruction of Liberia and the religious dimension of an African civil war*, également édité par C. Hurst et Cie, 1999. En français, il est l'auteur, avec Jean-François Bayart et Béatrice Hibou, de *La Criminalisation de l'Etat en Afrique*, Editions Complexe, Bruxelles, 1997.

idéologiquement et en termes d'organisation, avaient tendance à ressembler aux puissances qui les aidaient. Les armées classiques "de libération" se dotaient de structures rappelant celles des armées européennes, du moins en apparence, avec un corps d'officiers formé à l'étranger, dans le cadre d'élites militaires en Union soviétique ou ailleurs. Le phénomène s'est prolongé jusqu'aux années 1980, où de la doctrine Reagan a conduit à soutenir l'Unita en Angola. L'Amérique voulait lutter contre les alliés de l'Union soviétique dans le monde entier, y compris en Afrique.

Aujourd'hui, le contexte a radicalement changé. D'abord parce que la fin de la Guerre Froide a tari les soutiens extérieurs. Beaucoup de mouvements armés vivent à présent du pays lui-même, de l'exploitation des paysans, du pillage. Alors que tel n'était pas leur but originel, certaines guerres deviennent motivées par le pillage. Les chefs rebelles achètent des armements non plus directement auprès des grandes puissances, mais à des réseaux de marchés privés et en se finançant par des trafics de bois, de diamant, d'ivoire, de drogue etc.

Autre différence de contexte : les Etats africains ne fonctionnent plus. Avant les années 1980 les Etats contre lesquels luttaient les rebelles se maintenaient. Non

seulement un rebelle des années 1960 ou 1970 avait la possibilité d'être aidé financièrement, militairement et politiquement par une grande puissance, qui avait à son égard certaines attentes idéologiques, mais surtout il avait la "chance", s'il prenait le pouvoir, de bénéficier d'un Etat qui fonctionnait. Cette réalité a quasiment disparu, du fait de vingt années d'ajustement structurel qui ont laminé les structures étatiques africaines. Au Liberia, les milices continuent d'être aidées par l'extérieur, mais pas de la même manière et avec beaucoup moins d'intensité. Et si une milice libérienne parvient à prendre le pouvoir, elle ne peut s'appuyer sur un "Etat" performant pour promouvoir son projet politique.

Le rôle des sociétés d'initiation traditionnelles est aussi devenu très important. On peut citer la Sierra Leone et le Liberia, mais aussi la Guinée, le Nigeria, la Côte d'Ivoire et plusieurs pays d'Afrique centrale. Des groupes tels que les Kamajor en Sierra Leone, le Poro au Liberia, les Dozo en Côte d'Ivoire, les Mai Mai au Congo sont utilisés et instrumentalisés par des gens dont l'objectif reste la

contestation politique et militaire moderne. On recrée même des sociétés traditionnelles mythiques, c'est le cas des Nsilulu au Congo-Brazzaville.

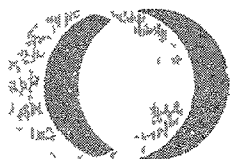
Charles Taylor, pour ne prendre que cet exemple, est un réel entrepreneur de la guerre. Mais les méthodes qu'il utilise ressemblent étrangement à celles des sociétés d'initiation classiques. Il recrute les adolescents, les oblige à suivre une sorte d'initiation mystique censée donner une protection magique aux jeunes. Ceux-ci deviennent ensuite blindés contre les balles... L'objectif d'une telle démarche n'est pas seulement de légitimer le mouvement rebelle aux yeux de la population. Mais aussi de gagner en efficacité sur le terrain. La violence s'en trouve accrue, les atrocités se comptent en plus grand nombre.

Une explication économique des conflits ?

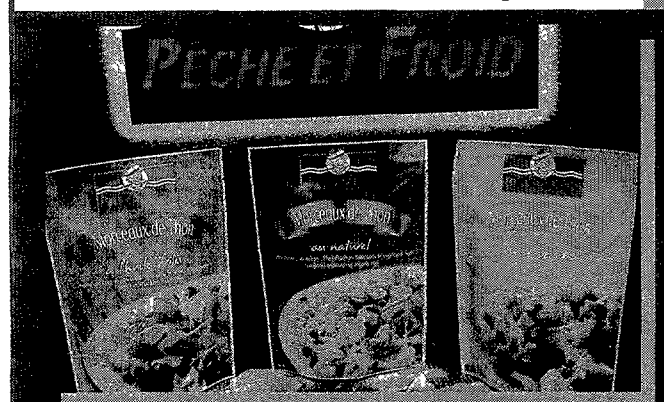
Tout ceci ne répond pas à une question fondamentale : pourquoi la permanence des guerres en Afrique ? Une tendance

actuelle de la recherche est de fournir des explications "économiques" à la propagation des conflits. Le mouvement a été lancé par un article de 1994 de Robert Kaplan, un journaliste américain dont la thèse est à grands traits la suivante : les guerres trouvent leur origine dans les mouvements massifs des populations des campagnes vers les villes. Les hordes d'affamés se précipitent sur le milieu urbain parce qu'ils ne peuvent plus cultiver leurs terres, surpeuplées et infertiles. Dans les villes, les jeunes hommes échappent au contrôle familial et se convertissent progressivement à la violence. La surpopulation rurale et la dégradation de l'environnement seraient donc les fondements de la "nouvelle violence" du Tiers-monde.

Cette thèse est éminemment réfutable, comme le sont les modèles économiques de Paul Collier qui mettent la lutte pour les matières premières au centre des buts de guerre. Dans le cas de la Sierra Leone, on peut démontrer très facilement que la guerre n'a pas été due à une quelconque destruction de l'environnement ou au surpeuplement : la



COMPAGNIE OPTORG 2 métiers en Afrique



Les produits de la mer :

> Côte d'Ivoire et Madagascar



La distribution :

TRACTAFRIC

(Biens d'équipements)

- > Caterpillar - Mercedes - Hyster et Manitou en Afrique Centrale
- > Caterpillar et Hyster au Maroc
- > Mercedes en R.D.C.

PEYRISSAC et SHO-PLUS

(Biens de consommation)

- > Côte d'Ivoire et Cameroun

COMPAGNIE OPTORG - 5, rue Bellini - F 92806 PUTEAUX CEDEX
Tél. : (33 1) 49 06 44 00 - Fax (33 1) 47 75 82 45



Sierra Leone est un pays assez peu peuplé et les terres sont restées fertiles jusqu'à ce jour. La guerre sierra-leonaise n'a pas plus été motivée par le contrôle des diamants. Il a fallu la financer et les diamants ont servi à cela. Ce n'est que plus tard que le contrôle des diamants est devenu un objectif autonome.

Il reste de Kaplan, en revanche, l'idée que les Etats ne sont plus capables d'assurer le contrôle par le monopole de la violence. Dans certaines parties du monde, y compris en Afrique, on voit effectivement bien cette perte de contrôle social.

Le regain de violence actuel en Afrique peut donc être vu comme une conséquence d'un affaiblissement politique. Si l'on séquence l'Histoire, les années 1970 apparaissent comme la vraie période de rupture, davantage que la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique. Les deux crises pétrolières de 1973-74 et 1979, la déconnexion entre le dollar et le prix de l'or, l'apparition de l'informatique et le changement dans les méthodes de production, sont des événements de fond qui marquent la fin d'une époque. La crise financière générale a mené beaucoup de gouvernements africains à se présenter au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale pour demander des financements. On sait ce qui c'est passé : les institutions de Bretton Woods, qui ne doivent prêter de l'argent que sous certaines conditions, ont théorisé "l'ajustement structurel". Cela a débuté par l'imposition de réformes libérales des économies, puis vers la fin de la Guerre Froide est apparue une demande de réformes politiques, la fameuse "démocratisation".

Déconnexion de l'Etat et du pouvoir réel

Or ni le libéralisme ni la démocratie n'ont mené les pays africains à plus de prospérité ou de stabilité. La réalité politique de l'Afrique aujourd'hui est celle d'un décalage grandissant entre l'Etat juridique et le pays réel. Prenons l'exemple du Liberia. Un investisseur qui veut faire des affaires dans ce pays n'a nul besoin de l'Etat souverain, du gouvernement, des lois qui existent sur le papier. Il doit aller voir Charles Taylor et certains de ses proches conseillers, qui lui donneront leur aval moyennant commission. Taylor se situe dans une tradition libérienne : lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le revenu de l'Etat s'élevait à environ \$ 20 millions par an alors que la dette atteignait plus de \$ 3 milliards. Un tel niveau de ressources publiques est dérisoire ; il

est toujours, aujourd'hui, incomparablement inférieur aux revenus privés de Charles Taylor. L'Etat et le pouvoir libérien ont été privatisés depuis les années 1970, sous l'effet combiné de réformes politiques et économiques visant à la libéralisation du système.

A moindre échelle, la même tendance se vérifie ailleurs en Afrique, où la véritable organisation politique ne correspond généralement pas à son organisation théorique. Cela n'empêche pas de maintenir en vie l'Etat juridique. Car conquérir le pouvoir "écrit" donne des droits à la personne qui le fait. Même au sein des guérillas libériennes et somaliennes, la lutte est forte pour devenir président de la République. Le chef de l'Etat présidera une république "fictive", mais son poste lui donnera une position clé dans la négociation.

Qui est responsable de cet état de fait ? On accuse souvent "l'ultralibéralisme" du FMI et de la Banque mondiale. Mais ce ne sont pas la Banque mondiale et ses politiques, souvent effectivement mal conçues, qui sont fondamentalement responsables des problèmes politiques de l'Afrique. A l'origine, si les Etats africains sont venus demander des prêts aux institutions de Bretton Woods, c'est précisément qu'ils étaient en faillite. Plus qu'elle ne leur succède, la faillite des Etats africains précède les interventions extérieures.

Il serait possible, en théorie, de faire se rejoindre l'Etat et le pouvoir réel. Mais une telle évolution paraît extrêmement improbable, tant les difficultés pratiques sont importantes : les fonctionnaires et la population ne savent plus ce qu'est un Etat performant, le système d'éducation n'est plus adapté à une telle demande, et surtout l'argent manque. Peu de pays d'Afrique, aujourd'hui, ont les moyens et la volonté de ré-investir dans leur Etat.

Le problème est que le reste du monde ne peut pas faire d'affaires et de diplomatie - de type respectable, du moins - avec une Afrique sans Etats structurés. Il y aura à trouver une alternative performante à l'Etat de type colonial. Quand la dérive du pouvoir africain paraîtra trop dangereuse aux pays développés, quand ses pratiques mafieuses menaceront la stabilité du monde, quand l'intérêt du Nord sera en jeu, l'investissement financier et politique suivra. Des événements de type 11 septembre peuvent éventuellement préfigurer ce genre de tendance. Ils ont pour conséquence "positive" d'attirer l'attention des décideurs sur ce qui se passe véritablement dans certaines

parties du monde, et notamment dans le monde dit en développement

A quelques exceptions près, le Nord est aujourd'hui sur une position défensive à l'égard de l'Afrique. L'aveuglement à l'égard de la question migratoire, notamment, est total et comporte de graves dangers. Ce que n'ont pas compris les décideurs occidentaux, c'est que si le capital ne va pas vers les Africains, les Africains viendront vers le capital. Les indicateurs démographiques prouvent que d'ici 20 ans, l'Europe aura besoin de millions d'immigrés. Pourquoi ne viendraient-ils pas d'Afrique, où les populations parlent l'anglais, le français ou le portugais ? Où elles connaissent nos systèmes de fonctionnement ? L'ère coloniale a abouti à créer une certaine "communauté afro-européenne". Là aussi, c'est un capital que l'on perdra si on n'y investit pas moralement et financièrement

Le sens du "renouveau religieux"

Le renouveau politique de l'Afrique s'accompagnera d'une réflexion des Africains sur eux-mêmes. Le mouvement est déjà lancé : les Africains commencent à identifier certains éléments de leur passé pré-colonial qu'ils avaient enfouis. Les colonisateurs ont transmis l'idée que l'histoire africaine antérieure au XIX^{ème} siècle était destinée à disparaître, parce que de nature folklorique. Or ce conditionnement mental s'effondre à grande vitesse. Certaines pratiques politiques précoloniales redeviennent importantes, les Africains se rendent compte que les institutions qui les avaient aidés à vivre ensemble s'inscrivent sur le long terme.

Les premières de ces "nouvelles formes anciennes" se manifestent au niveau religieux. L'Afrique participe pleinement à la création d'institutions dynamiques intégrées à des réseaux internationaux, qui structurent la vie des populations : églises pentecôtistes, mouvements islamiques, mais aussi religions traditionnelles qui se réinventent. Le mouvement Mungiki au Kenya a ainsi commencé comme une tentative de recréer une région Kikuyu dite traditionnelle, avec une dimension politique. Il a vite été investi par les hommes politiques "classiques", mais il s'agissait bien d'une réinvention. Les organisations religieuses africaines, autre tendance, s'adonnent aujourd'hui au prosélytisme. Le phénomène est inédit, les religions traditionnelles en Afrique n'ayant pas ambition à convertir les autres. L'idéologie n'est pas

absente, qui voit des Noirs américains adopter la religion Yoruba à l'aide de prêtres nigériens installés à New York. Ces derniers cherchent à convertir, mais surtout à organiser un business sur la base de la religion. Et ça marche : il y a aujourd'hui peut-être plus d'adhérents à la religion Yoruba aux Etats-Unis qu'au Nigeria. Un autre cas intéressant est celui des Mourides au Sénégal. Le mouridisme est une confrérie islamique de création purement sénégalaise, qui fait de plus en plus de convertis aux Etats-Unis.

Dans ces sociétés africaines actuelles très déstabilisées, l'identification à la religion peut être vue comme un moyen de s'intégrer à la globalisation. Que l'on soit chrétien, musulman ou membre de certains réseaux de religions traditionnelles, on est conscient de faire partie d'une communauté internationale. De nombreux Africains clandestins en Europe, par exemple, cherchent à s'intégrer par le biais de milieux religieux, en particulier chrétiens. En Afrique même, s'il est difficile d'affirmer que les gens sont devenus plus croyants qu'avant, la résurgence du religieux dans l'espace public est incontestable. Les hommes politiques africains font aujourd'hui publiquement part de leur ferveur religieuse, tels Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, Frederick Chiluba en Zambie, Charles Taylor au Liberia, Marc Ravalomanana à Madagascar.

Mais comme l'ethnicité, la religion fait partie des systèmes de mobilisation politique. Voilà pourquoi le discours des "faucons" de l'administration américaine actuelle présente un si grand danger : si se propage l'idée d'une menace islamique globale, certains dirigeants africains feront de leurs ennemis des "terroristes islamistes", contre lesquels ils ont besoin d'être protégés. Se présenter comme faisant partie de la même lutte, celle de l'axe chrétien du Bien, sera une manière de former des alliances et de trouver des rentes, exactement comme à l'époque de la guerre froide. Jusqu'à présent, en Afrique de l'Ouest par exemple, les chrétiens et les musulmans ont cohabité sans problèmes, même dans des sociétés déchirées. Même au Nigeria il y a une certaine coexistence, les gens passent d'une religion à l'autre sans problème, ce qui montre une assez grande tolérance religieuse. Mais si la perception occidentale prévaut et que la religion devient un moyen de mobilisation politique et militaire, des guerres religieuses sont à attendre. Le risque est évident, par exemple, en Côte d'Ivoire.

La "démocratisation", un non-événement

Terminons, enfin, sur une transformation importante de l'Afrique de ces vingt dernières années : l'apparition de la "démocratie" et de son corollaire le plus important, la liberté d'expression. S'il est vrai qu'il ne reste plus guère de pays, en Afrique, où l'on a peur d'exprimer son opinion en public, s'il est vrai que la presse africaine écrit désormais des choses courageuses, que les manifestations de rue ont fait leur apparition, l'importance de la "nouvelle donne démocratique" ne doit pas être exagérée. Les dirigeants africains les plus expérimentés ont en effet appris à dompter la libération des paroles, voire à en tirer profit. On aurait pu croire, au début du processus de "démocratisation", que des chefs d'Etat comme Bongo, Eyadéma ou arap Moi ne survivraient pas. Mais ils ont su le faire en utilisant d'autres moyens, modifiant la base de leur pouvoir en fonction des nouvelles normes en vigueur. Leur capacité coercitive s'est déplacée de l'officiel à l'informel, par l'utilisation de gangs, milices, et autres moyens de pression invisibles et privés. Aujourd'hui comme hier, il sera possible en Afrique de rester 40 ans au pouvoir. Car la possibilité de créer des clientèles existe toujours, que ce soit par le détournement des fonds des bailleurs ou par l'investissement dans différents trafics.

Certes, le pouvoir change de temps en temps de mains. Mais la classe politique africaine, fondamentalement, ne se renouvelle pas. Et elle ne renouvelle pas ses méthodes. Mwai Kibaki, le nouveau président kenyan, est un politique extrêmement expérimenté, qui a été ministre de Moi pendant des années. Abdoulaye Wade est un opposant de trente ans qui ne va guère modifier la pratique du pouvoir au Sénégal. Les "alternances" récentes en Afrique, de fait, révèlent davantage la faiblesse des systèmes politiques installés qu'elles ne les transcendent ; le cas de la Côte d'Ivoire est exemplaire à cet égard. La seule exception pourrait être l'Afrique du Sud, où l'on voit mal Thabo Mbeki essayer la fin de son prochain mandat de perpétuer son pouvoir en modifiant la Constitution ou en intimidant la population comme au Zimbabwe.

Autre mythe à faire tomber, celui de l'apparition d'une "société civile" en Afrique à la faveur de la démocratisation, qui porterait un avenir politique pour le continent. Le terme de "société civile" a commencé à être utilisé dans

les années 1980, pour signaler la possibilité d'identifier des dynamismes politiques en dehors de l'Etat. Cette conception très européenne est peu conforme à ce que l'on trouve en Afrique, où la relation entre la société et l'Etat est, historiquement, très différente. Dès que le terme fut utilisé par les bailleurs de fonds, en Afrique comme ailleurs, on a créé une société civile telle qu'on voulait la voir. Dès qu'il fut question d'aider la société civile, des gens se sont prétendus représenter "la" société civile. Les acteurs politiques africains sont maîtres dans l'art des courtiser les grands princes, qui consiste à dire aux princes ce qu'ils souhaitent entendre. La réalité est qu'il y a des mouvements associatifs en Afrique depuis longtemps, des institutions qui existent en dehors des rouages de l'Etat et qui font du bon travail.

L'irruption du concept de "société civile" a même eu des effets pervers. Dès que les organisations non-étatiques furent touchées par les donateurs, elles devinrent partie du système politique. Car pour de nombreux pays, le fait même de recevoir des fonds fait le système politique. Les cas les plus extrêmes sont le Mozambique et la Tanzanie, où le pourcentage des fonds de développement dans le budget de l'Etat est tellement important, que s'il n'y avait pas de relation avec un pays donateur, il n'y aurait pas d'Etat.

Pour conclure, il est difficile de savoir où va l'Afrique politique aujourd'hui. En France on entend dire, surtout de la part d'hommes politiques de gauche, qu'un rejet de l'époque coloniale est en cours et que c'est l'Afrique authentique qui en ressort. Une telle conception est totalement erronée. Elle n'est que le signe que, depuis le 18^e siècle, les Européens ont du mal à imaginer l'Histoire africaine. Or l'Afrique a une histoire, et comme tous les autres continents il ne lui est pas possible de revenir en arrière. Il est cependant exact de dire que certaines formes caractéristiques de l'époque pré-coloniale reprennent actuellement de l'importance. Il faut se demander pourquoi et comment. La tâche de l'historien de l'Afrique est là : comprendre les dynamiques en cours, tenter de les replacer sur le long terme.

Note : cet article a été rédigé sur la base d'entretiens entre l'auteur et Sébastien de Dianous, rédacteur en chef de "Marchés Tropicaux et Méditerranéens", en mars 2003 à Leiden.